



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

CONTRAT DE LICENCE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'État français, représenté par le ministre des armées et des anciens combattants, Service d'information et de relations publiques de la marine (SIRPA Marine), représenté aux fins des présentes par en sa qualité de chef du SIRPA Marine,

Ci-après dénommé la « **Marine nationale** »

D'UNE PART,

ET :

La société, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de sous le numéro....., dont le siège social se trouve au représentée par agissant en sa qualité de dûment habilité au fin des présentes,

Ci-après dénommée le « **Licencié** »,

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées ensemble les « **Parties** » et individuellement la « **Partie** »,

ETANT PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE

Dans le cadre du marché public portant le numéro [références], la Marine nationale a confié au Licencié des prestations de développement d'une politique de produits dérivés, distribués notamment dans le cadre d'une boutique en ligne.

Pour ce faire, la Marine nationale a créé une marque et sept (7) visuels, dédiés à cette politique de produits dérivés et identifiés au sein du contrat, et souhaite autoriser le Licencié à en faire usage pour l'exploitation desdits produits dérivés, dans les conditions définies par le présent contrat.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : DÉFINITIONS

1. 1 - Par « **Contrat** », on entend le présent contrat de licence, y compris son annexe.



1. 2 - Par « **Marque** », on entend la marque française semi-figurative (Marine nationale Depuis 1626) n°4601216 déposée le 22 novembre 2019, au nom de l'État français, représenté par le ministre des armées et des anciens combattants, Service d'information et de relations publiques de la marine, auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) pour désigner des produits et services en classes 3, 8, 9, 10, 14, 15, 16, 18, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 35 et 41.

1. 3 - Par « **Visuels** », on entend sept (7) logotypes déclinés de la Marque représentant les forces de surface, les forces sous-marines, l'aéronautique navale, les fusiliers et commandos, le bagad de Lann-Bihoué, l'école des mousses et les Marins-pompiers de Marseille. Ces visuels ont été créés par la Marine nationale et bénéficient de la protection par le droit d'auteur. Ces logotypes ont fait l'objet d'un dépôt sous enveloppe Soleau auprès de l'INPI. Ces logotypes ont été créés pour constituer des gammes et ne pourront en aucun cas faire l'objet d'un usage indépendamment de la Marque sur les Produits dérivés. La marque Marine nationale étant en constante évolution, elle pourra intégrer de nouveaux univers à l'avenir. Ces univers s'inscriront dans la lignée de la stratégie visuelle de la marque Marine nationale et serviront la stratégie commerciale de la marque.

1. 4 - Par « **Identités** », on entend la Marque et les Visuels.

1.5 - Par « **Nom de domaine** », on entend le nom de domaine boutique.marinenationale.gouv.fr réservé par la Marine nationale et à partir duquel sera accessible le site Internet de la boutique en ligne sur laquelle seront commercialisés les Produits dérivés par le Licencié.

1.6 - Par « **Charte graphique** », on entend la charte formalisant les modalités graphiques d'usage des Identités.

1. 7 - Par « **Marché** », on entend le marché numéro [références] intitulé « prestation d'agent de licence pour la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de produits dérivés pour la marque Marine nationale », conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois reconductible tacitement pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification du marché et prenant fin au plus tard le 23 avril 2033.

1. 8 - Par « **Produits dérivés** », on entend des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent la Marque et le cas échéant les Visuels, dans leur substance, dans leur forme, décoration, conditionnement et présentation.

Une représentation de la Marque et des Visuels est annexée au Cahier des Clauses Techniques Particulières en annexe 2.

ARTICLE 2 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat définit les termes et conditions dans lesquels la Marine nationale concède au Licencié, qui l'accepte, une licence d'exploitation de la Marque et des Visuels, pour l'exploitation des Produits dérivés dans le cadre du Marché.

Le Contrat ne saurait conférer au Licencié aucun autre droit sur les Identités que ceux définis par le Contrat.

Le Contrat est pris en application du Marché. En cas de contradiction entre des dispositions du Contrat et du Marché, les dispositions du Marché prévalent.

ARTICLE 3 : TERRITOIRE

La présente licence est consentie et acceptée par le Licencié en vue de l'exploitation de la Marque et des Visuels en France hexagonale, dans les DROM-COM et à l'étranger, dans les boutiques du monde entier dans lesquelles les sous-licenciés sont présents.

Si le Licencié envisage d'étendre, directement ou indirectement par l'intermédiaire de tiers, la commercialisation des Produits dérivés hors du territoire précité, il doit en informer la Marine nationale en lui fournissant tous les éléments stratégiques, financiers et commerciaux lui permettant de décider de l'opportunité de distribuer les Produits dérivés sur ce territoire ainsi que de l'opportunité d'étendre la protection de la Marque au-delà du territoire précité, ce dont la Marine nationale décidera seule.

Le Licencié s'engage à ne pas faire usage, tant pendant la durée du Contrat qu'après sa cessation, pour quelle que cause que ce soit, directement ou indirectement par l'intermédiaire de tiers, d'un signe identique ou similaire, dérivé ou composite des Identités sous licence, pour quelque type de produit ou de service, en dehors du territoire précité, sauf autorisation expresse, préalable et écrite de la Marine nationale.

ARTICLE 4 : DURÉE

Le Contrat prend effet à la date de notification du marché et est conclu entre les Parties pour la durée du Marché et ses éventuels renouvellements.

Il est expressément convenu entre les Parties que le non renouvellement du Contrat, à quelque échéance qu'il se produise, ne donnera lieu à aucune indemnité envers l'autre Partie.

ARTICLE 5 : EXCLUSIVITÉ

La présente licence est conclue, pour la Marque et les Visuels, pour le territoire défini à l'article 3:

Périodes		N°	Licence conclue à titre exclusif/ à titre non exclusif	Définition
En cas de non- reconduction	En cas de reconduction			
De T0 au 23/04/2027		1	A titre non exclusif	<p>“Période de recouvrement” en cas de changement de titulaire entre le titulaire du marché précédent et ledit marché.</p> <p>Période permettant au nouveau titulaire d'effectuer les démarches et actes préparatoires en vue de l'exécution du nouveau marché.</p> <p>Cette période permet d'assurer une continuité d'exécution des prestations et d'éviter toute rupture de commercialisation des produits dérivés.</p> <p>Aucune commercialisation n'est possible par le nouveau titulaire durant cette période.</p>
du 24/04/2027 au 23/06/2031	du 24/04/2027 au 23/04/2033	2	A titre exclusif	<p>Le titulaire du présent marché bénéficie de la licence à titre exclusif pour développer et commercialiser les produits dérivés des marques données en licence.</p>
du 24/11/2030 au 23/04/2031	du 24/11/2032 au 23/04/2033	2bis	A titre non exclusif	<p>« période de recouvrement » dans le cadre du renouvellement du marché</p> <p>Préparation du marché par l'agent de licence du marché suivant.</p> <p>La commercialisation des produits dérivés du marché suivant ne peut pas commencer avant le terme du contrat de licence du présent marché qui s'achève le 23 avril 2031 (si non-reconduction) ou le 23 avril 2033 (si reconduction).</p>

Du 24/04/2031 au 23/06/2031	Du 24/04/2033 au 23/06/2033	2ter	« Période de clôture administrative » pour la consolidation comptable et reddition des comptes	Le titulaire du présent marché ne peut plus exploiter les marques ni commercialiser de produits dérivés. Pendant cette période, il doit uniquement réaliser les opérations et consolidations comptables nécessaires à la reddition des comptes.
--	--	------	---	---

Il est expressément convenu entre les Parties que, nonobstant le caractère exclusif de la présente licence pour la période précitée allant du 24 avril 2027 au 23 novembre 2030 (si non reconduction) ou 2032 (si reconduction), le Concédant conserve le droit d'exploiter les Marques et les Eléments identitaires dans les conditions prévues au Marché.

La présente licence est conclue à titre exclusif pour la Marque, les Visuels, le territoire défini à l'article 3 et la durée définie à l'article 4.

Le Licencié confirme avoir été dûment informé par la Marine nationale de l'existence des activités des coopératives, cercles et foyers, sous la tutelle du Ministère des armées et des anciens combattants. Ces activités sont strictement limitées à des ventes internes à la Marine nationale et ne peuvent en aucun cas porter sur la marque et les visuels donnés en licence par le présent contrat.

Le Licencié confirme également avoir été dûment informé par la Marine nationale des licences d'ores et déjà accordées à des tiers et strictement limitées à des opérations limitées dans le temps, en quantité et restreintes à de la vente interne à la Marine nationale exclusivement.

ARTICLE 6 : CARACTÈRE PERSONNEL

La présente licence est consentie au Licencié à titre strictement personnel.

En conséquence, le Licencié ne pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations, directement ou indirectement, par quelque moyen que ce soit, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou gratuit sans le consentement préalable, exprès et par écrit de la Marine nationale.

Toutefois, le Licencié aura la faculté de concéder des sous-licences dans les conditions prévues à l'article 7 du Contrat, auquel cas il demeurera garant et répondant solidaire du ou des sous-licenciés qu'il aura choisis et dont le choix aura préalablement été validé par la Marine nationale.

ARTICLE 7 : SOUS-LICENCES

Le Licencié est autorisé à concéder à des tiers des sous-licences ayant pour objet les Identités, sous réserve du respect de la procédure de validation prévue au Marché (article 3 du CCTP). Le contrat de sous-licence devra respecter l'ensemble des clauses du Contrat et reprendre, à l'égard des sous-licenciés, l'ensemble des obligations du Licencié aux termes du Contrat.

Le contrat de sous-licence ne devra pas porter atteinte à l'image des Identités et de la Marine nationale et ne pourra en aucune façon être conclu avec des entreprises dont les produits ou

services, ou les modalités de distribution, porteraient atteinte aux Identités ou aux valeurs portées par la Marine nationale.

ARTICLE 8 : PROPRIÉTÉ DES IDENTITÉS

Le Licencié reconnaît que la Marine nationale est pleinement propriétaire des Identités et que le Contrat n'emporte aucun transfert de la propriété des Identités à son profit.

Le Licencié ne jouit par ailleurs d'aucun droit de préemption en cas de cession des Identités par la Marine nationale à l'issue du Contrat.

ARTICLE 9 : DROITS ET OBLIGATIONS DE LA MARINE NATIONALE

9. 1 - Exploitation des Identités par la Marine nationale

Il est expressément convenu entre les Parties que la Marine nationale conserve le droit d'utiliser les Identités à des fins de communication et/ou de promotion dans le cadre de ses activités.

9. 2 - Maintien en vigueur de la Marque

Pendant toute la durée du Contrat, la Marine nationale s'engage à maintenir la Marque en vigueur à ses frais, et notamment à accomplir toutes formalités de renouvellement.

9. 3 - Défense des droits sur les Identités

La Marine nationale assurera une surveillance de la Marque et formera à ses frais, chaque fois qu'elle l'estime opportun, opposition à toute demande d'enregistrement postérieure portant atteinte à la Marque, conformément à la procédure prévue aux articles L. 712-4 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Par ailleurs, le Licencié s'engage à signaler, dans les plus brefs délais, à la Marine nationale toute atteinte aux droits sur les Identités dont il aurait connaissance et en particulier tous actes de contrefaçon, de concurrence déloyale, ou de parasitisme :

- Durant la période d'exclusivité du Licencié :

À compter de la réception de ce signalement, la Marine nationale dispose d'un délai de quinze (15) jours pour signifier au Licencié son intention d'engager une action en justice, et à défaut, pour introduire ladite action dans un délai raisonnable.

En cas de refus exprès de la Marine nationale d'agir, ou d'absence de réponse dans le délai précité de quinze (15) jours, le Licencié est autorisé à agir en son nom propre et pour son compte contre les auteurs de la contrefaçon, sous réserve d'en informer préalablement la Marine nationale.

La Marine nationale s'engage aussi notamment à apporter au Licencié son entier concours pour la fourniture de preuves d'usages de la Marque qui pourraient lui être nécessaires.

Les dommages-intérêts éventuellement obtenus à l'issue de la procédure seront affectés prioritairement à la réparation du préjudice propre du Licencié (pertes de chiffre d'affaires, atteinte à l'image, etc.), le solde revenant à la Marine nationale, sauf accord contraire des Parties.

- Durant les périodes de non exclusivité du Licencié :

Les actions de défense des Identités appartiendront à la Marine nationale seule, qui, si elle le juge opportun, engagera à ses frais, risques et périls toute action administrative ou judiciaire utile et, à ce titre, conservera à son profit l'intégralité des éventuels dommages et intérêts qui en résulteront.

Le Licencié s'engage ainsi notamment à apporter à la Marine nationale son entier concours pour la fourniture de preuves d'usages de la Marque qui pourraient lui être nécessaires.

En aucun cas le Licencié ne pourra demander réparation à la Marine nationale pour tout préjudice subi du fait d'atteinte ou d'utilisation des Identités par des tiers.

ARTICLE 10 : DROITS ET OBLIGATIONS DU LICENCIÉ

10. 1 - Exploitation des Identités par le Licencié

Par le Contrat, la Marine nationale autorise le Licencié à utiliser, reproduire et exploiter les Identités pour la commercialisation des Produits dérivés dans la limite des produits et services visés dans le dépôt de la Marque.

Périodes		N°	Exploitation autorisée des Identités par le Licencié
En cas de non-reconduction	En cas de reconduction		
De T0 au 23/04/2027		1	Exclusivement pour la réalisation des démarches et actes préparatoires en vue de l'exécution du Marché et à l'exclusion de tous actes de commercialisation des Produits dérivés pendant cette période dite « première période de recouvrement ».
du 24/04/2027 au 23/06/2031	du 24/04/2027 au 23/04/2033	2	Pour toutes les démarches et actes préparatoires à la commercialisation des Produits dérivés et tous les actes de commercialisation des Produits dérivés. Le Licencié s'engage, pendant toute cette période, à exploiter les Identités de manière effective, sérieuse, loyale et continue.
du 24/11/2030 au 23/04/2031	du 24/11/2032 au 23/04/2033	2bis	« période de recouvrement » dans le cadre du renouvellement du marché
Du 24/04/2031 au 23/06/2031	Du 24/04/2033 au 23/06/2033	2ter	« Période de clôture administrative » pour la consolidation comptable et reddition des comptes

Le Licencié s'engage à utiliser les Identités dans les conditions requises pour la préservation de la notoriété de la Marine nationale sur le territoire défini à l'article 3.

Le Licencié s'engage à utiliser la Marque telle que déposée et les Visuels tels que reproduits dans la Charte graphique, en respectant l'ensemble des règles prévues au sein de la Charte graphique.

10. 2 - Droits consentis sur les Identités

Par le Contrat, et sous réserve des conditions prévues par le Marché, la Marine nationale autorise le Licencié à utiliser, reproduire et exploiter les Identités sur des Produits dérivés ainsi que sur tout support nécessaire à leur commercialisation, sous réserve du respect du processus de validation préalable défini dans le Marché.

Le Licencié est notamment autorisé, directement ou indirectement, à :

- fabriquer, faire fabriquer les Produits dérivés, sous réserve du respect des clauses du Marché, notamment relatives à la validation préalable des Produits dérivés ;
- distribuer les Produits dérivés par tous moyens, notamment dans la boutique en ligne dédiée à cet effet et accessible à partir du Nom de domaine.

L'autorisation accordée au Licencié ne porte que sur la Marque et les Visuels, à l'exclusion des autres marques et signes distinctifs de la Marine nationale, pour lesquels cette dernière conserve toute liberté d'utilisation.

10. 3 - Titularité des droits

Le Licencié s'interdit de se présenter à l'égard des tiers comme titulaire d'un quelconque droit de propriété sur les Identités.

Le Licencié s'engage à ne pas déposer, enregistrer et/ou réserver tant pendant la durée du Contrat qu'après sa cessation pour quelle que cause que ce soit, directement ou indirectement par l'intermédiaire de tiers, en quelque pays que ce soit, de marques, de dessins ou modèles, de noms de domaine, de noms de profil de réseaux sociaux, et plus généralement de tous signes distinctifs identiques ou similaires, dérivés ou composites des Identités sous licence, pour quelque type de produit ou de service qui serait de nature à faire naître la confusion dans l'esprit du public.

Le Licencié s'engage à ne pas faire usage à quelque titre que ce soit des Identités et/ou de tous signes ou éléments indissociables des Identités dans un cadre extérieur à la licence et s'interdit tout agissement de nature à générer une confusion/association dans l'esprit du public avec les Identités et plus généralement la Marine nationale.

10. 4 - Qualité des Produits dérivés

Afin de garantir la préservation de l'image de la Marine nationale :

- Le Licencié s'engage à ce que les Produits dérivés fabriqués, notamment par les sous-licenciés, soient en tous points conformes aux prescriptions issues du processus de validation prévu au Marché et que ces Produits dérivés soient d'une qualité conforme à l'image et aux valeurs des Identités et de la Marine nationale ;

- Le Licencié s'engage à ce que la qualité des Produits dérivés soit conforme aux meilleures pratiques du secteur, et respecte toutes les lois et règles en vigueur dans chacun des pays dans lesquels les Produits dérivés seront distribués, dans le but d'assurer l'information et la sécurité des consommateurs ;
- La Marine nationale se réserve le droit d'effectuer, à tout moment, des contrôles de qualité des Produits dérivés. Ces contrôles seront réalisés par la Marine nationale elle-même ou par l'intermédiaire d'un mandataire de son choix ;
- Si à l'occasion de ces contrôles, il apparaît que les Produits dérivés ne correspondent pas en tous points aux prescriptions issues du processus de validation prévu au Marché, celle-ci se réserve la possibilité d'enjoindre le Licencié de mettre les produits concernés en conformité, et si ceci s'avérait insuffisant, de résilier le contrat qu'il a conclu avec le sous-licencié en charge de la fabrication et de la commercialisation desdits produits non conformes, sans que le Licencié ni le sous-licencié ne puissent réclamer d'indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Les conditions financières du Contrat sont celles prévues par le Marché et s'appliqueront à toute exploitation de Produits dérivés relatifs aux Identités.

Le Contrat ne donne pas lieu au versement d'un nouveau prix.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Le Licencié est seul responsable des conséquences directes ou indirectes qui pourraient résulter de son exploitation de la Marque non conforme aux législations et aux réglementations en vigueur sur le territoire défini à l'article 3.

En conséquence, le Licencié prendra en charge, sans recours contre la Marine nationale, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers suite à une mauvaise exploitation de la Marque faisant l'objet du Contrat. Elle garantira, le cas échéant, la Marine nationale contre le recours des tiers pour tous les risques résultant de son activité.

Le Licencié sera tenu au retrait du marché, dans les plus brefs délais, de tout produit ou service non conforme aux normes en vigueur sur le territoire défini à l'article 3.

ARTICLE 13 : GARANTIES

La Marine nationale ne donne pas d'autre garantie que celle résultant de son fait personnel et de l'existence matérielle des Identités.

Le Licencié reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations relatifs aux Identités et déclare être pleinement informé quant à leur disponibilité et leur validité. En conséquence, il accepte la licence à ses risques et périls, en pleine connaissance de cause.

Au cas où la Marque viendrait à être déclarée nulle ou déchue par décision administrative ou judiciaire, le Licencié ne pourra prétendre à aucune indemnité compensatoire.

Toute garantie du préjudice résultant d'une action de tiers en revendication, en annulation ou contrefaçon ayant trait aux Identités est exclue. En conséquence, le Licencié ne saurait, dans cette hypothèse, prétendre à une quelconque indemnité à titre de dommages et intérêts.

Il est convenu que le Licencié s'engage à indemniser la Marine nationale de tout préjudice résultant d'une action de tiers fondée sur le caractère contrefaisant des Identités telle qu'exploitées par le Licencié en manquement à ses obligations à l'égard de la Marine nationale aux termes du Contrat.

Le Licencié sera tenu de réparer tout préjudice subi par la Marine nationale et résultant d'un manquement à l'une quelconque de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 14 : CESSATION DE LA LICENCE

14. 1 - Résiliation

Le Contrat est résilié de plein droit à l'issue du Marché pour quelque cause que ce soit, dans les conditions prévues au Marché et notamment à l'article 16 du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le Licencié ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à la résiliation du Contrat.

14. 2 - Obligations des Parties à la cessation du Contrat

Il est expressément convenu entre les Parties que l'extinction du Contrat, pour quelque cause que ce soit, n'affectera pas les obligations déjà échues.

Le Licencié s'engage, à l'expiration du Contrat, à cesser tout usage et exploitation des Identités sous quelque forme et à quelque titre que ce soit.

Dans les trente (30) jours suivant l'expiration du Contrat pour quelque cause que ce soit, le Licencié adressera à la Marine nationale un état des Produits dérivés en cours de fabrication et des Produits dérivés finis existant, et cessera toute activité de promotion et de publicité des Produits dérivés.

Le Licencié aura le droit, pendant les six (6) mois qui suivront l'expiration du Contrat, de liquider les stocks de Produits dérivés et, s'il y a lieu, de continuer la fabrication de Produits dérivés nécessaires pour honorer les commandes reçues avant l'expiration du Contrat.

Toutes les ventes de Produits dérivés ainsi effectuées seront soumises à redevance selon les dispositions applicables prévues à l'article 9.3 du Marché.

Le Licencié s'interdit d'écouler les stocks de Produits dérivés auprès de soldeurs, de grandes surfaces ou de toute autre manière incompatible avec l'image des Identités et de la Marine nationale. Les modalités de distribution et de vente des Produits dérivés à l'expiration du Contrat resteront soumises aux conditions prévues à l'article 10.3 du Marché.

Pendant le délai prévu au deuxième alinéa ci-dessus, la Marine nationale aura l'entière liberté d'exploiter ou de faire exploiter par des tiers des produits sous les Identités.

À l'expiration de ce délai, le Licencié cessera complètement l'exploitation des Identités et des Produits dérivés. Les Produits dérivés qui n'auront pas été vendus au terme de ce délai, seront transmis par le Licencié à ses frais, ainsi que les conditionnements au Concédant.

Le Licencié s'engage également à restituer au Concédant tous les documents en sa possession relatifs aux Identités.

Le Licencié s'engage à ne pas divulguer à des tiers les informations qui lui ont été communiquées par la Marine nationale à titre confidentiel pendant la durée du Contrat.

ARTICLE 15 : PUBLICITÉ DU CONTRAT

La Marine nationale accomplira, à ses frais, toutes les formalités requises pour rendre le Contrat opposable aux tiers.

Les Parties s'engagent à signer tout document nécessaire à l'exécution des formalités d'inscription du Contrat auprès des offices compétents, et notamment l'Institut national de la propriété industrielle.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original du Contrat pour procéder à son inscription auprès des offices compétents, et notamment sur le Registre national des marques de l'Institut national de la propriété industrielle.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

Le Contrat est soumis au droit français.

Les Parties s'efforceront de régler amiablement toute contestation relative à la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du Contrat, ainsi qu'à ses suites.

Dans le cas où aucun accord n'aurait été trouvé dans le délai d'un mois à compter du jour où les parties se sont réunies ou auront tenté de se réunir suite à une convocation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, le différend pourra être soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 17 : DÉCLARATION DES PARTIES

Les Parties déclarent et reconnaissent :

- avoir bénéficié de toutes les informations nécessaires et utiles pour leur permettre de s'engager en toute connaissance de cause ;
- s'être mutuellement communiqué toute information susceptible de déterminer leur consentement et qu'elles pouvaient légitimement ignorer.

ARTICLE 18 : AUTRES DISPOSITIONS

18. 1 - Indépendance des Parties

La Marine nationale et le Licencié sont liés au titre du présent Contrat exclusivement par une licence conclue entre deux personnes indépendantes à l'exclusion de toute relation de mandant à mandataire ou à agent commercial. Ni le Licencié ni aucun de ses sous-licenciés, préposés, mandataires, ne pourront prendre d'engagement express ou implicite quel qu'il soit pour le compte de la Marine nationale.

Le Licencié exercera les droits concédés par le présent contrat pour son propre compte et à ses risques et périls.

18. 2 - Nullité d'une clause du contrat

Si l'une quelconque des dispositions du Contrat était annulée, cette nullité n'entraînerait pas la nullité des autres dispositions du Contrat qui demeureront en vigueur entre les Parties.

18. 3 - Modification du Contrat

Tout amendement, résiliation ou abandon de l'une quelconque des clauses du Contrat ne sera valable qu'après accord écrit et signé par les Parties.

18. 4 - Non renonciation

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un engagement par l'autre Partie à l'une quelconque des obligations visées par les présentes ne saurait être interprété à l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Fait à.....

Le...../...../.....

En 3 exemplaires originaux,

Pour la Marine nationale

M.....

Pour le Licencié

M.....